

# Vers l'amélioration de la gestion des ressources naturelles au Pérou



1997-12-05

*Katherine Morrow*

La charmante petite ville coloniale de Cajamarca, au Pérou, nichée au creux de la sierra andine, est entourée d'une vallée fertile où paissent les troupeaux parmi les bosquets d'eucalyptus. Cajamarca, dont le climat tempéré favorise la production laitière, est réputée pour ses fromages. Ses rues étroites et tranquilles, la pureté de l'air, les sources thermales à proximité en font une destination privilégiée des *costeños*, ces touristes venus des cités torrides et surpeuplées de la côte du Pacifique.

Pourtant, Cajamarca et la campagne avoisinante souffrent de la mauvaise gestion et de l'usage abusif du fragile milieu naturel qui y règnent depuis des siècles. Jadis couvertes de forêts et d'une riche couche arable, les collines entourant Cajamarca formaient un important bassin-versant dont dépend la région tout entière. Mais les éleveurs de bétail, cherchant à étendre leurs pâturages, ont rasé les forêts et empiété sur les terres marginales. Les arbres indigènes ont presque disparu, tout comme l'extraordinaire biodiversité, laissant le sol exposé à l'érosion en période de forte pluviosité. À part les quelques eucalyptus importés d'Australie qu'on y trouve encore, les collines érodées ne sont plus que broussailles et rochers où la jeunesse locale a graffité les logos de ses écoles et de ses équipes de soccer.

## **La ruée vers l'or**

En 1532, à Cajamarca, Atahualpa, le dernier *cacique* inca, tombait aux mains de Pizarro et de son armée qui, après avoir exigé une énorme rançon en or et en argent, l'exécutèrent. Ces dernières années, la soif de l'or s'est de nouveau emparée de Cajamarca. Au cours de la première semaine d'exploitation, la mine d'or de Yanacocha, tout près, produisit au delà d'une tonne d'or, soit plus que toute la rançon payée pour Atahualpa. La ruée vers l'or a attiré les investissements étrangers et créé des emplois, mais il a aussi donné lieu à de nouveaux problèmes : inflation, expansion urbaine démesurée en raison du déferlement des chômeurs à la recherche d'un emploi, contamination de l'environnement et problèmes de santé connexes.

Pour améliorer sa gestion des ressources naturelles, la municipalité de Cajamarca, qui a droit de regard sur toute la région avoisinante, a adopté en 1992 un mécanisme officiel de coordination interinstitutionnelle pour la répartition et l'utilisation des ressources. Le principal outil de coordination de la planification sont les *mesas de concertación*. Ces tables rondes réunissent des

représentants des divers ordres de gouvernement et des ONG, les maires des districts, les sociétés minières locales et d'autres entreprises intéressées à discuter des priorités en matière de développement et à négocier un plan de gestion du développement durable, ultimement soumis au maire pour approbation.

## **Un modèle fonctionnel unique**

Cajamarca constitue un modèle fonctionnel unique avec ses méthodes de planification, plus ouvertes et participatives, axées principalement sur la durabilité et l'équité. Une équipe de chercheurs du CRDI, dont les travaux visent à atténuer la pauvreté et à améliorer la gestion des ressources dans les zones rurales d'Amérique latine, s'est récemment rendue à Cajamarca pour y observer le déroulement des *mesas de concertación*. Parmi eux se trouvait [Stephen Owen](#), professeur de droit et de politique publique à [l'Université de Victoria](#), en Colombie-Britannique, spécialiste des négociations collectives, tables rondes et mécanismes connexes de règlement des conflits dans le domaine des ressources naturelles.

*Cette initiative du CRDI a notamment pour objet d'évaluer dans quelle mesure la prise de décisions en commun contribue à la création d'un climat de justice sociale et à préserver l'intégrité de l'environnement, déclare Owen. La prise de décisions en commun est un mécanisme auquel ont recours tous les pays qui doivent régler des conflits, mais elle exige un climat démocratique. En Amérique latine et dans d'autres démocraties récentes, les gens semblent avoir moins d'idées arrêtées et être plus disposés à faire l'essai de nouvelles formes de participation démocratique.*

## **Quand l'entreprise privée s'en mêle**

Selon Stephen Owen, les entreprises privées se laissent facilement convaincre de participer à ce genre de négociations, notamment parce qu'elles souhaitent éliminer toute incertitude. Ainsi, pour bâtir la confiance de ses actionnaires, une société forestière préférera avoir un accès assuré à un terrain de 50 hectares plutôt que d'insister pour avoir accès à 100 hectares, sans garantie, et risquer de faire l'objet de poursuites et de protestations.

Cette formule intéresse particulièrement les sociétés transnationales qui font affaire avec des pays où les pratiques restrictives sont rares. *Il y a un proverbe qui dit : Il faut parfois reculer pour mieux sauter*, ajoute-t-il. *Le recul, sur le plan de la réglementation, [aide les entreprises] à instaurer des règles de droit, faire exécuter les contrats et faire valoir les droits de propriété. Mais il est essentiel qu'un climat démocratique préside à l'adoption de telles règles pour en assurer la stabilité à long terme.*

## **Participation équitable**

Veiller à ce que les négociations collectives soient vraiment transparentes, démocratiques et représentatives ne va pas de soi. Souvent, les gens qui sont le plus directement touchés par les décisions relatives aux ressources naturelles (les autochtones et les pauvres des régions rurales) sont exclus des négociations ou y sont représentés par des ONG ou des ministères du gouvernement, qui décident de leur propre chef de servir d'intermédiaires. Lors de la réunion à laquelle assistait l'équipe du CRDI, Yianna Lambrou, spécialiste des rapports hommes-femmes, a fait remarquer que la répartition inégale du pouvoir exclut systématiquement les femmes, surtout celles des régions rurales, d'un processus de prise de décisions qui pourtant prétend être équitable.

*Les hommes parlent au nom des femmes, mais je crois qu'il est plus important que les femmes fassent entendre leur propre voix. Quand elles en ont l'occasion, nous constatons souvent qu'elles ont un tout autre point de vue sur bien des questions, y compris sur la gestion des ressources*

*naturelles, affirme Yianna Lambrou. Il faut donc s'assurer qu'avant de proposer quelque moyen que ce soit d'améliorer la gestion des ressources naturelles, les décideurs comprennent parfaitement les rôles respectifs des hommes et des femmes.*

*Katherine Morrow, pigiste canadienne, a récemment travaillé à Cajamarca.*

---

## **Personnes-ressources :**

**Carlos Seré**, Director, La Oficina Regional para América Latina y el Caribe (LACRO), Casilla de Correo 6379, Montevideo, Uruguay; tél. : (598-2) 92-20-31 ou 92-20-34, 92-20-37 ou 92-20-44; télec. : (598-2) 92-02-23; courriel : [csere@idrc.ca](mailto:csere@idrc.ca)

**Pablo Sanchez Zevallos**, Presidente, ASPAREDOC, Jr. Belén 678, Cajamarca, Perú; tél. : (51-44) 825988; télec. : (51-44) 824196

**Stephen Owen**, Professor of Law and Public Policy, University of Victoria, PO Box 1700, Rm. A314, HSD Bldg., British Columbia V8W 3P4; tél. : (250) 721-6442; télec. (250) 721-8849; courriel : [sowen@uvic.ca](mailto:sowen@uvic.ca)

---

Des liens à explorer...

[Agriculture viable sur les versants montagneux en Colombie](#), par Ronnie Vernooy.

[Biodiversité : le Laos légifère](#), par Richard Littlemore.

[Révolution verte à Tumkur \(Karnataka\), Inde](#), par Deepak Thapa.

[Une issue à la pauvreté? Les ressources de propriété collective au Bengale-Occidental](#), par Richard Littlemore.

[Local Agenda 21 Planning Guide](#) (en anglais seulement)